

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels*



SIXIÈME COMMISSION
21e séance
tenue le
mardi 13 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 21e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne)

SOMMAIRE

**POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE
L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS
INTERNATIONALES (suite)**

*Le présent compte rendu est sujet a rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.6/42/SR.21
16 octobre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

87-56104 9719T (F)

23p.

/...

La séance est ouverte à 15 h 5.

POINT 131 : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (suite) (A/42/41, voir aussi A/C.6/42/L.1)

1. Mme SILVERA NUÑEZ (Cuba) note qu'il a fallu 10 ans au Comité spécial pour accomplir le mandat à lui confié par l'Assemblée générale et que ce long délai résulte des divergences d'opinion sur le fond et de l'absence de volonté politique de certains pays qui sont allés jusqu'à tenter de faire disparaître le Comité spécial. Le projet de déclaration reproduit dans le rapport (A/42/41) constitue un texte de compromis qui reçoit l'appui de la délégation cubaine.
2. Le développement du principe du non-recours à la force dans les relations internationales renforce la règle de droit international exprimée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte d'où procède la responsabilité qui pèse sur les Etats en cas d'activités non conformes à la norme impérative énoncée par la Charte. La délégation cubaine est en désaccord avec les opinions fondées sur l'idée que la réaffirmation de ces règles sous la forme d'une déclaration pourrait prêter à des interprétations a contrario. Selon elle, il n'y a pas lieu à interprétations divergentes, car la notion est claire et précise, et complète les dispositions de la Charte en la matière. De même, la délégation cubaine considère que, sous aucun prétexte, une modification des circonstances ne pourra être invoquée pour justifier la violation du principe.
3. Elle constate avec satisfaction que diverses délégations se sont déclarées préoccupées par les effets pernicioeux du terrorisme sur les relations internationales. Elle observe aussi que la pratique contemporaine présente certains cas de menace contre les Etats qui semblent correspondre à la politique du terrorisme exercée directement par les Etats. Le minage des ports du Nicaragua, les bombardements aveugles de la Libye et du Liban sont autant d'exemples récents d'infractions aux normes fondamentales du droit international.
4. Dans le texte du paragraphe 22 concernant les droits de l'homme, la délégation cubaine aurait préféré que soit indiquée expressément la signification universelle des droits collectifs et que la relation de cause à effet soit décrite nettement. Il aurait fallu ainsi prévoir que les violations systématiques des droits des peuples portent implicitement atteinte aux droits de l'homme des individus. Il aurait été souhaitable en outre de mettre en évidence dans la déclaration les relations réciproques de la paix, du droit au développement et de la nécessité de l'établissement d'un nouvel ordre économique international.
5. La délégation cubaine préférerait que, de même que le texte contient un paragraphe au sujet du droit immanent des Etats à la légitime défense individuelle ou collective, un paragraphe mentionne explicitement et sans prêter à interprétations équivoques le droit des mouvements de libération nationale de s'opposer de toute manière, y compris par la lutte armée, à toute forme d'assujettissement ou d'oppression coloniale ou néo-coloniale et réaffirme la portée de la légitime défense. A propos du désarmement, la délégation cubaine

(Mme Silvera Nuñez, Cuba)

s'associe au consensus qui s'est dégagé au Comité spécial, sans préjudice de sa position sur certains points précis en la matière. Elle exprime sa reconnaissance aux pays non alignés et aux autres pays dont la contribution et l'esprit d'accommodement ont permis la mise au point du projet de déclaration.

6. M. NURULLAH (Bangladesh) dit que son pays, qui n'est pas membre du Comité spécial, a suivi néanmoins les travaux de cet organe avec un vif intérêt, car il est profondément attaché au principe du règne du droit dans les relations entre les Etats. Il observe que, malgré les dispositions claires du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte qui excluent la menace ou l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat ou de toute autre manière non compatible avec les buts des Nations Unies, les Etats les plus puissants n'hésitent pas à violer le principe du non-recours à la force. Le Bangladesh ne cède donc pas à l'illusion qu'un nouvel instrument juridique sur le sujet peut mettre fin à de semblables comportements, mais juge néanmoins le projet de déclaration utile en ce qu'il précise les obligations en vigueur et exprime un renforcement de la volonté politique des Etats. Il ne croit pas que l'adoption de mesures juridiques tendant à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force puisse nuire au respect des obligations qui procèdent de la Charte ni aux travaux de codification et de développement progressif du droit international concernant la paix et la sécurité internationales qui se déroulent devant différents organes, non plus qu'à l'utilité des instruments internationaux et régionaux en la matière.

7. Le Bangladesh se félicite du consensus apparu à la plus récente session du Comité spécial, mais considère qu'il reste encore à préciser les notions de force, d'emplois illégaux de la force, de nécessité, de proportionnalité et d'imminence par rapport au concept de légitime défense. Il faut de même chercher à remédier aux insuffisances des mécanismes de maintien de la paix et de la sécurité des Nations Unies pour mettre fin au double rôle de juge et de partie que la puissance exerçant les représailles s'arroge trop souvent au détriment des principes fondamentaux de la Charte et donc de l'application concrète du principe du non-recours à la force.

8. Malgré ces préoccupations, le projet de déclaration représente une base d'accord pour la construction d'un ordre normatif futur. Le projet constitue un catalogue systématique de principes qui s'articulent entre eux. Dans cette mesure, il renforce certainement les dispositions du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte. La délégation du Bangladesh appuie l'adoption du projet de déclaration avec l'espoir que l'idée de paix triomphera de la force dans un avenir suffisamment proche.

9. M. AL-ADHAMI (Iraq) observe que le projet de déclaration adopté par le Comité spécial manifeste une volonté politique nouvelle des Etats Membres. Bien que le principe du non-recours à la force ait été réaffirmé dans de multiples textes et instruments des Nations Unies, ces derniers n'ont pas été suffisamment efficaces pour bannir l'usage de la force, et le projet de déclaration représente une tentative d'en renforcer l'effet. Néanmoins, l'efficacité de la future déclaration elle-même dépendra à nouveau de la volonté politique des Etats. Il appartiendra à la communauté internationale de veiller au respect de la légalité.

(M. Al-Adhami, Iraq)

10. Le projet de déclaration soulève aussi la question importante du rôle des Nations Unies et spécialement du Conseil de sécurité. La résolution 598 du Conseil au sujet du conflit entre l'Iran et l'Iraq a été acceptée par ce dernier pays. Sa pleine application ne peut que renforcer le rôle des Nations Unies et marquerait un tournant capital dans les hostilités entre les deux pays.

11. La délégation iraquienne souhaite que le projet de déclaration soit adopté.

12. M. AWAWDEH (Jordanie) dit que le consensus qui a permis l'adoption du projet de déclaration par le Comité spécial manifeste l'importance que les Etats attachent au principe du non-recours à la force. La délégation jordanienne espère que le projet de déclaration atteindra son objectif qui est le règlement pacifique des différends entre les Etats. Alors que les tensions s'aggravent en diverses régions du monde et que les arsenaux militaires augmentent, le non-recours à la force dans les relations internationales est plus que jamais une condition essentielle de la paix et de la sécurité internationales. Pour la délégation jordanienne, le respect du droit international par les Etats est la meilleure garantie de leur attachement au règlement pacifique des différends. L'expérience acquise durant les 10 années de fonctionnement du Comité spécial qui ont abouti à l'adoption du projet de déclaration pourrait servir de base à l'organisation d'activités futures dans les domaines connexes.

13. Le projet de déclaration est conforme au contenu de la Charte, mais met en relief les aspects du non-recours à la force qui correspondent le plus étroitement à la situation contemporaine. Il mentionne les autres documents en vigueur en la matière et souligne la nécessité de les respecter. De toute évidence, la volonté politique des Etats est la condition nécessaire pour atteindre les objectifs de cet ensemble d'instruments.

14. Au sujet du paragraphe 10 du projet de déclaration, la délégation jordanienne tient à exprimer son interprétation selon laquelle l'acquisition et l'occupation de territoires par la force ne peuvent être réputées légales quels que soient les causes ou les motifs invoqués par la partie qui fait usage de la force. Elle espère que tous les Etats adopteront et respecteront le projet de déclaration.

15. M. GUNEEY (Turquie) relève que l'accord intervenu sur le mandat du Comité spécial à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, l'adoption du document final de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe et l'accord intervenu à la Conférence des pays non alignés, tenue à Harare, en faveur de l'adoption d'une déclaration universelle sur le non-recours à la force dans les relations internationales sont les trois événements majeurs qui ont permis de conclure les 10 ans de travaux accomplis par le Comité spécial.

16. Membre du Comité spécial, la Turquie a pu mesurer les efforts fournis par toutes les délégations et principalement par l'auteur du point de l'ordre du jour, la délégation de l'URSS, en faveur de l'adoption du projet de déclaration. Ce projet est entièrement conforme aux dispositions de la Charte et son adoption prouve que les problèmes épineux peuvent être résolus même dans des conditions difficiles si tous les participants font preuve de la volonté politique nécessaire.

(M. Güney, Turquie)

17. Le projet de déclaration, sans être pleinement satisfaisant sous tous ses aspects, est généralement équilibré et exprime le plus haut niveau d'entente et de consensus possible dans la conjoncture internationale du moment. Son préambule réaffirme le principe énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte selon lequel les Etats sont tenus de s'abstenir dans les relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Le texte a un caractère déclaratif et n'ajoute rien aux droits et obligations des Etats énoncés dans la Charte. Il rappelle néanmoins aux Etats Membres les obligations qui procèdent pour eux de cet instrument afin de contribuer à renforcer l'efficacité de ses dispositions pertinentes. Il souligne d'autre part les rapports étroits qui existent entre le principe du non-recours à la force et d'autres principes dont ceux de la légitime défense et du règlement pacifique des différends et le principe que les Etats exécutent de bonne foi les obligations qu'ils ont contractées en vertu de la Charte. Il insiste sur l'obligation des Etats d'empêcher et de combattre le terrorisme international et de promouvoir des conditions favorables dans le domaine économique international. Son adoption aurait un effet salubre en présence des conflits qui menacent la paix et la sécurité internationales.

18. M. Güney observe que le représentant de la Grèce a mentionné dans sa déclaration la situation de Chypre, forçant pour cela le cadre du sujet examiné, et a cru bon d'attaquer la Turquie sans provocation. Comme chacun le sait, le problème de Chypre trouve son origine dans la politique menée par la Grèce qui a cherché à étendre sa souveraineté à toute l'île et à la rattacher à la Grèce. M. Güney observe qu'il n'est pas correct pour la délégation grecque de déformer délibérément l'histoire alors même que la Grèce porte dans cette histoire la responsabilité principale.

19. M. JOSHI (Népal) se félicite de l'adoption du projet de déclaration par le Comité spécial et rappelle qu'en tant que membre de cet organe, son pays a participé à toutes ses réunions à la session de 1987. Il est convaincu que la rédaction du projet a été rendue possible par la plus grande coopération et la bonne volonté manifestées par les Etats Membres durant les travaux du Comité spécial.

20. Comme plusieurs délégations l'ont souligné précédemment, le projet de déclaration n'est pas parfait, mais contient beaucoup d'éléments positifs. Les Etats Membres y affirment l'inadmissibilité de la menace ou de l'emploi de la force pour résoudre les conflits et leur attachement à la paix conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies sur le sujet. Le rejet de toute justification ou excuse en faveur d'aucune menace ou d'aucun emploi de la force est un des principaux éléments positifs de ce texte.

21. Le projet constitue une tentative de codifier et de préciser certaines règles qui tendent à exclure la menace ou l'emploi de la force. Son article 8 est particulièrement important. La délégation népalaise voit dans ces dispositions une puissante garantie juridique contre la menace ou l'emploi de la force et considère que leur strict respect ne peut que renforcer l'efficacité du principe.

(M. Joshi, Népal)

22. Elle fait observer néanmoins que le projet est muet sur ce qui constitue la menace ou l'emploi de la force. Elle croit nécessaire à cet égard de dresser un catalogue de toutes les manifestations de la menace ou de l'emploi de la force. D'autre part, elle note que la déclaration ne mentionne aucune des mesures pouvant être prises en cas de menace ou d'emploi de la force en violation de la Charte des Nations Unies. La délégation népalaise a toujours soutenu et demeure convaincue que la pleine utilisation des dispositions du Chapitre VII de la Charte offre un moyen efficace dans ce domaine. Enfin, l'action en faveur de la notion de zones de paix contribuera grandement à renforcer le principe du non-recours à la force, puisqu'elle répond à l'idée de l'abstention de la menace ou de l'emploi de la force dans les relations entre les Etats. C'est dans cet esprit que Sa Majesté le Roi du Népal a proposé que le Népal soit déclaré zone de paix.

23. La délégation népalaise appuie le projet de déclaration dont elle est convaincue qu'il sera un moyen efficace de réglementer les relations entre les Etats, bien que beaucoup dépende à cet égard du comportement de chacun d'entre eux.

24. M. KATEKA (République-Unie de Tanzanie) rappelle que, quelques années auparavant, les graves divergences de vues entre les partisans et les adversaires d'un traité international sur le non-recours à la force dans les relations internationales ont failli être fatales au Comité spécial. Il se félicite d'autant plus de l'accord auquel le Comité spécial est parvenu sur le projet de déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, et il espère que la Sixième Commission adoptera ce projet par consensus. Il considère toutefois, avec le Ministre adjoint des affaires étrangères de l'URSS, que le projet de déclaration n'est pas le reflet idéal de ce que chaque Etat ou groupe d'Etats souhaiterait y trouver. C'est cependant le document, assez peu réaliste, que l'on pouvait raisonnablement attendre, vu les circonstances.

25. C'est donc dans un esprit de compromis que la délégation tanzanienne appuie le projet de déclaration, dont elle n'est pourtant pas pleinement satisfaite. En particulier, elle juge inutile les trop nombreuses références à la Charte, à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, à la Définition de l'agression et à la Déclaration de Manille. Elle trouve en outre superflu de confirmer l'Article 103 de la Charte (au dernier paragraphe de la déclaration) et d'inviter l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité à utiliser les dispositions de la Charte concernant la possibilité de prier la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique. Elle aurait également préféré que le paragraphe 19 de la déclaration, relatif à la prévention des conflits armés, y compris ceux dans lesquels des armes nucléaires pourraient être employées, figure dans un traité car une seule phrase, par laquelle les Etats signataires s'engageraient à ne pas utiliser d'armes nucléaires aurait plus de poids que les 33 paragraphes de la déclaration.

26. Néanmoins, bien que le projet élaboré par le Comité spécial ne soit pas un document normatif, la réaffirmation des principes du non-recours à la force, du règlement pacifique des différends, du respect des droits de l'homme, du droit à

(M. Kateka, Tanzanie)

l'autodétermination, de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et du droit naturel de légitime défense individuelle et collective, marque une évolution positive dans le domaine des relations internationales.

27. En présentant le rapport (A/42/41), le Président du Comité spécial a dit que "le Comité, s'étant acquitté de son mandat, considère que le rapport dans lequel figure le projet de déclaration est son rapport final". La délégation tanzanienne espère vivement que la question ne figurera plus, désormais, à l'ordre du jour. Il serait regrettable, pour la rationalisation des travaux de l'Assemblée générale, que le débat se poursuive comme s'est poursuivi le débat sur la question du règlement pacifique des différends, malgré l'adoption de la Déclaration de Manille. L'adoption du projet de déclaration sur le non-recours à la force témoigne de l'esprit de conciliation et de bonne volonté dont a fait preuve le Comité spécial, et qui devrait toujours prévaloir à la Sixième Commission.

28. M. IMAM ALI KAZI (Pakistan) rappelle que c'est pour protéger l'humanité contre le fléau de la guerre que les auteurs de la Charte des Nations Unies ont consacré le principe du non-recours à la force dans les relations internationales, au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte. Ce principe est la pierre angulaire de la politique du Pakistan qui a, par exemple, pris l'initiative de proposer un pacte de non-agression avec l'Inde; les négociations sont en cours et, une fois conclu, ce pacte constituera une importante contribution à l'application de ce principe universel.

29. Il est regrettable que la force continue à être employée dans les relations entre Etats, menaçant en particulier les plus petits pays. Les inégalités de puissance, le désir des Etats forts de s'assurer des sphères d'influence et les injustices de l'ordre mondial actuel sont autant de causes de conflit donnant lieu à la menace ou à l'emploi de la force. Le Pakistan se félicite de l'adoption du projet de déclaration mais il espère surtout que la communauté des nations redoublera d'efforts pour éliminer les causes de conflit et de tension. A l'heure actuelle, des millions de personnes sont victimes du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères, en violation du principe du non-recours à la force. Cette violation du droit international ne doit pas être admise, et, de moins légitimée, pour quelque raison que ce soit. Ce n'est qu'en maintenant une position ferme dans ce domaine qu'il sera possible d'instaurer un ordre mondial conforme aux principes de la Charte.

30. Le Pakistan est témoin, dans sa propre région, de la violation de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Afghanistan qui était fier de son indépendance et de sa position non alignée. Le recours à la force dans ce pays est contraire à toutes les normes du droit international et aux buts et principes de la Charte. L'intervention militaire étrangère en Afghanistan est à l'origine de la tragédie que vit ce pays. L'Assemblée générale a à maintes reprises demandé le retrait immédiat des forces étrangères et le Pakistan n'a cessé de coopérer à tous les efforts internationaux visant à résoudre le problème de l'Afghanistan et à permettre au peuple afghan de choisir librement son destin sans subir de pressions extérieures. En fait, tous les Etats devraient coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies au maintien de la paix et de la sécurité internationales et renforcer l'efficacité du système de sécurité collective en appliquant strictement les dispositions de la Charte.

(M. Iman Ali Kazi, Pakistan)

31. Le Pakistan a toujours estimé qu'une déclaration sur le non-recours à la force devrait garantir le respect, par tous les Etats, des dispositions de la Charte et des décisions de l'ONU; que l'interdiction du recours à la force est sans préjudice du droit naturel de légitime défense, consacré par l'Article 51 de la Charte, et du droit des peuples et des mouvements de libération de lutter contre la domination coloniale et l'occupation étrangère pour pouvoir exercer leur droit légitime à l'autodétermination; et que seul le strict respect des décisions de l'Organisation des Nations Unies et des principes du règlement pacifique des différends et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats permettra d'instaurer un ordre mondial juste, stable et pacifique dans lequel toutes les nations, en particulier les pays en développement, pourront concentrer leurs forces et leurs ressources au développement socio-économique de leur peuple.

32. M. DROUCHIOTIS (Chypre) dit que l'adoption du projet de déclaration par le Comité spécial est un progrès dans la voie du renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et confirme l'attachement de la communauté internationale au principe énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte en tant que norme obligatoire du droit international n'admettant aucune dérogation. S'ajoutant à plusieurs autres instruments déjà élaborés, cette déclaration s'inscrit dans le cadre du processus qui tend actuellement à développer les principes de la Charte et du droit international et à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies. Le strict respect des principes de la Charte, en particulier du principe du non-recours à la force, revêt une importance vitale pour les pays non alignés et pour les pays en développement, ainsi que pour les peuples en lutte contre le colonialisme et contre la domination et l'occupation étrangères, comme cela a été maintes fois souligné au cours des débats de l'Assemblée générale et lors de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue récemment à New York.

33. Les petits pays dotés d'une faible puissance militaire, en particulier ceux qui sont envahis, occupés ou opprimés attendent beaucoup de l'Organisation des Nations Unies car ils n'ont d'autres moyens de défense que les principes et dispositions de la Charte, le droit international et la protection effective des droits de l'homme. A cet égard, la République de Chypre, qui a été envahie et dont une partie importante du territoire est encore occupée par la Turquie, est un exemple typique. Dans les résolutions qu'ils adoptent, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité reconnaissent les droits de ces Etats et, s'il est regrettable que ces résolutions ne soient pas appliquées, elles ont néanmoins le mérite d'adresser un message sans ambiguïté aux pays qui se livrent à des actes d'agression et d'oppression.

34. L'importance du droit international dans les affaires mondiales, bien que limitée, n'est pas négligeable. Dans certains cas, lorsque le droit coïncide avec le pouvoir, il peut jouer un rôle déterminant dans l'issue d'un conflit. Dans d'autres, le droit international fait obstacle à l'application brutale de la loi de la jungle en prenant la défense des plus faibles et en énonçant des règles internationalement applicables. Pour les plus faibles, le droit international peut rendre possible, demain, ce qui est impossible aujourd'hui.

(M. Drouchiotis, Chypre)

35. On ne pouvait s'attendre à ce que le Comité accomplisse des miracles dans un monde imparfait. Cependant, ayant été elle-même victime des violations des principes du droit international et partageant les préoccupations des autres pays non alignés et en développement, Chypre attendait beaucoup plus d'un instrument relatif au principe du non-recours à la force dans les relations internationales. Il ne fait aucun doute, comme cela a déjà été souligné au cours du débat, que si le Comité spécial avait disposé de davantage de temps et si ses membres avaient manifesté plus de volonté politique, il aurait pu élaborer un document plus complet. Néanmoins, la délégation chypriote, en tant que membre du Comité spécial, est solidaire du projet de déclaration et appuie son adoption par l'Assemblée générale.

36. M. BISSEMBER (Guyana) souligne que le rapport du Comité spécial (A/42/41) concerne essentiellement le "renforcement" de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, et non pas la définition ou le développement de ce principe. Le recours à la force peut se manifester sous diverses formes, y compris les pressions économiques, les manipulations de l'opinion publique et la propagande. La question de l'emploi de la force par les Etats est également liée aux travaux sur le désarmement et à ceux de la Sixième Commission sur le terrorisme et les activités de mercenaires. Au cours des années, le respect du principe du non-recours à la force dans les relations internationales a été réclamé avec de plus en plus d'insistance, notamment par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/9, par la huitième Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Harare en 1986, et par le Ministre des affaires étrangères du Guyana qui a souligné, lors de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, la nécessité de garantir la stabilité dans le monde et d'assurer la paix internationale.

37. Le principe du non-recours à la force dans les relations internationales ainsi que d'autres normes obligatoires et universelles du droit international, notamment le principe du règlement pacifique des différends ont fait l'objet de débats dans de nombreuses instances, tant régionales qu'internationales. Il est clair cependant qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies de s'efforcer inlassablement de renforcer l'efficacité de ce principe. Les travaux de la Sixième Commission ainsi que le rapport du Comité spécial témoignent des efforts visant à atteindre ce but. La délégation guyanienne approuve les références faites, dans le rapport du Comité spécial, au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, ainsi qu'au principe du règlement pacifique des différends qui fait l'objet du paragraphe 3 de l'Article 2. En établissant clairement la relation entre ces deux principes, le rapport met en évidence le rôle de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

38. Le Guyana a toujours scrupuleusement respecté les principes du non-recours à la force dans les relations internationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats. Il ne rejette aucun des moyens, qu'il s'agisse du règlement des conflits au niveau international ou de la mise au point de programmes de coopération économique et technique, permettant de régler pacifiquement les différends. A cet égard, la conclusion de pactes de non-agression offre un moyen concret de renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les

(M. Bissember, Guyana)

relations internationales. Pour ce qui est de l'application de l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, relatif au règlement pacifique des différends, le Guyana n'a jamais négligé aucun des moyens expressément énumérés dans cet article, mais il étudie attentivement, compte tenu du respect du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, la disposition de l'Article 33 qui fait référence à "d'autres moyens pacifiques de leur choix".

39. S'agissant du texte même du projet de déclaration, la délégation guyanienne approuve sans réserve les nombreuses références à la Charte des Nations Unies, aux buts de l'Organisation et aux principes inébranlables qui font du système de sécurité collective de l'Organisation la seule réplique acceptable à l'emploi de la force dans les relations entre Etats. Le rôle capital que doit jouer l'Organisation y est en outre souligné comme il convient au niveau des responsabilités qui incombent respectivement à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité, au Secrétaire général et à la Cour internationale de Justice.

40. La délégation guyanienne relève, au premier alinéa du préambule, que la notion de souveraineté a été omise à la suite de la mention de "l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat". Cette omission est toutefois en partie réparée dans un autre alinéa du préambule qui rappelle le principe fondamental de l'égalité souveraine des Etats.

41. La délégation guyanienne note avec intérêt la façon dont l'obligation de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force est définie au paragraphe 1. Elle relève en outre la reconnaissance, au paragraphe 2, du caractère universel de ce principe. La communauté internationale se trouverait ainsi placée en position de force pour juger sévèrement tout Etat qui manquerait à ses obligations internationales.

42. Au paragraphe 6 du projet de déclaration, relatif aux obligations qui s'imposent aux Etats à l'égard des activités terroristes et mercenaires, la délégation guyanienne aurait souhaité que le Comité spécial souligne que certaines omissions de la part des Etats constituent en fait un recours à la force. Elle approuve sans réserve le paragraphe 15 du projet de déclaration qui présente la coopération régionale et bilatérale comme l'un des moyens de renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, ainsi que le paragraphe 17 qui réitère le principe du règlement pacifique des différends et souligne l'importance que revêt son application pour tous les Etats soucieux de préserver le bien-être et les conditions de vie de leur population.

43. La délégation guyanienne approuve pleinement le rapport du Comité spécial et se félicite de l'adoption du projet de déclaration, qu'elle invite instamment l'Assemblée générale à adopter à sa quarante-deuxième session.

44. Mlle PHALA (Botswana) se félicite de ce que le préambule du projet de déclaration rappelle comme il convient les règles du droit coutumier international ainsi que les principes du droit international général. En ce qui concerne le paragraphe 1, elle regrette qu'il ne contienne pas une définition de ce qu'il faut entendre par "la force". Elle souhaiterait une interprétation large de cette

(Mlle Phala, Botswana)

expression, englobant non seulement la force armée mais également les moyens de pression économique, étant entendu que cette interprétation ne s'appliquerait pas aux sanctions économiques imposées à l'encontre d'un Etat par l'Organisation des Nations Unies.

45. Bien que le paragraphe 2 réaffirme le caractère universel et obligatoire du principe du non-recours à la force, il ne prévoit aucune sanction en cas de non-respect de ce principe. A titre de sanctions, on pourrait envisager soit l'intervention de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix soit des mesures de coercition prises par l'Organisation des Nations Unies. Le Botswana, victime non seulement de menaces mais de l'emploi de la force par le régime raciste de Pretoria, attache une importance toute particulière à cette question.

46. La délégation du Botswana approuve pleinement le paragraphe 5 du projet de déclaration qui réaffirme le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. Il conviendrait cependant d'envisager les cas dans lesquels les négociations ont échoué, les décisions de la Cour internationale de Justice ont été ignorées et les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies n'ont pas été appliquées. A cet égard, l'exemple de la Namibie est typique. La délégation du Botswana estime que ce paragraphe devrait prévoir ce type de situation et préciser en outre la manière dont le droit à l'autodétermination peut se concilier avec le principe du non-recours à la force.

47. Le paragraphe 13 du projet de déclaration devrait définir l'expression "légitime défense collective", car cette notion pourrait encourager les ingérences extérieures, aggraver les tensions et multiplier les risques de guerre. En revanche, le Botswana admet l'exercice du droit de légitime défense individuelle qui, selon le droit international, est la seule justification de l'emploi de la force.

48. De l'avis du Botswana, l'efficacité du principe du non-recours à la force pourrait être encore renforcée en éliminant certaines des lacunes qui subsistent dans le texte. En dépit des réserves qui précèdent, le Botswana appuie pleinement l'adoption du projet de déclaration par l'Assemblée générale.

49. M. ZURITA (Venezuela) dit que le projet de déclaration adopté par consensus témoigne des grands efforts faits pour parvenir à des solutions de compromis sur la question du non-recours à la force dans les relations internationales ainsi que de la volonté politique des membres du Comité de s'acquitter de leur mandat. La délégation vénézuélienne aurait cependant préféré voir le Comité s'atteler à l'élaboration d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales, conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte, c'est-à-dire dans le cadre du développement progressif du droit international. Un instrument juridique de caractère obligatoire aurait contribué davantage à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales et la sécurité collective en accentuant la prohibition de l'emploi de la force dans les relations internationales. Mais en adoptant la résolution 41/76, l'Assemblée générale a écarté cette possibilité en faveur de l'élaboration d'une déclaration solennelle.

(M. Zurita, Venezuela)

50. Le projet de déclaration soumis à la Sixième Commission a le mérite d'avoir été adopté par consensus, mais présente l'inconvénient que ce type d'instrument n'entraîne pas d'obligations pour les Etats Membres et reste un instrument politique consacrant certaines règles de conduite souhaitables mais non obligatoires.

51. Après avoir évoqué les dispositions du préambule du projet de déclaration, M. Zurita déclare qu'outre la force militaire, la notion d'emploi de la force doit inclure la menace de pressions économiques, politiques ou autres contre les Etats et considère l'inclusion des paragraphes 7 et 8 de la première partie de la déclaration comme judicieuse.

52. Le Venezuela réitère sa conviction que les Etats doivent résoudre leurs différends internationaux par des voies pacifiques conformément aux dispositions de la Charte et de la Déclaration de Manille.

53. Le renforcement des organes de l'Organisation des Nations Unies qui sont chargés du maintien de la paix et de la sécurité internationales est une obligation et un défi pour ceux qui ont foi dans l'Organisation. Aussi le Venezuela considère-t-il les dispositions de la troisième partie du projet de déclaration comme une évolution positive vers cet objectif.

54. Enfin, la délégation vénézuélienne souscrit au projet de déclaration et espère qu'il contribuera dans la pratique au renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales.

55. M. LOULICHKI (Maroc) signale que les pays non alignés ont collectivement réitéré leur appui au projet de déclaration lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de leur mouvement qui s'est tenue au Siège au début du mois en cours.

56. Tout en se félicitant de la prochaine adoption du projet de déclaration, la délégation marocaine s'interroge sur la véritable portée qu'aura ce nouvel instrument. Force est de reconnaître en effet qu'il est pour l'essentiel une reproduction fidèle de dispositions déjà énoncées dans la Charte, dans les déclarations antérieures de l'Assemblée générale sur les relations amicales et sur le règlement pacifique des différends entre Etats, dans la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale sur la définition de l'agression et dans la Convention de Vienne sur le droit des traités.

57. Le paragraphe 1 de la première partie, qui réaffirme le principe énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, doit être lu en conjonction avec le paragraphe 6 de cette même partie. En effet, la subversion armée, lorsqu'elle atteint certaines proportions et manifeste la complicité flagrante d'un ou de plusieurs Etats, ne peut pas ne pas être assimilée au recours à la force prohibé par la Charte et engageant la responsabilité internationale de son ou de ses auteurs.

(M. Loulichki, Maroc)

58. Au même titre que le principe du non-recours à la force, l'obligation de règlement pacifique des différends a un caractère manifestement impératif et ne peut faire l'objet d'aucune dérogation par accord particulier, comme l'a d'ailleurs rappelé la Cour internationale de Justice en 1976 dans l'affaire du plateau continental de la mer Egée. La délégation marocaine souscrit entièrement au paragraphe 16 du projet. L'engagement du Maroc en faveur de l'obligation susmentionnée n'a d'égal que sa détermination à promouvoir la coopération avec tous les Etats, et en particulier avec ceux du Maghreb.

59. La coopération loyale de tous les Etats avec les organes de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier avec le Conseil de sécurité, contribuerait largement à l'élimination des conflits et des foyers de tension. La délégation marocaine appuie pleinement le paragraphe 31 du projet. L'expérience récente a d'ailleurs démontré que le rôle joué par le Secrétaire général, conformément à la lettre et à l'esprit des Articles 98 et 99 de la Charte, permettait d'éviter l'aggravation de certains conflits et d'ouvrir des perspectives de solution pour d'autres situations de conflit ou de tension.

60. Le respect du principe du non-recours à la force dans les relations internationales demeure tributaire de la volonté politique des Etats, sans laquelle la réaffirmation de sa validité restera sans prise effective sur la réalité internationale. Il faut néanmoins tout faire pour en renforcer l'efficacité.

61. Mme HILLO (Finlande) constate que la résolution adoptée à Harare lors de la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a contribué à accélérer les travaux du Comité, et que l'Acte final de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe a dans une large mesure servi de modèle pour le projet de déclaration, dont l'achèvement n'a toutefois été possible que grâce à l'esprit de coopération dont ont fait preuve les membres du Comité spécial.

62. La délégation finlandaise partage le point de vue selon lequel le projet de déclaration doit être considéré comme formant un tout. Il est le résultat de concessions réciproques et le débat à son sujet ne doit pas être rouvert. C'est sous cette forme et dans cet esprit qu'elle préconise son adoption à la présente session de l'Assemblée générale.

63. Les travaux du Comité spécial étant achevés, la place est libre pour d'autres activités. Il faudra toutefois se garder de prendre des initiatives trop hâtives et veiller à établir le futur ordre du jour de la Sixième Commission de façon telle que le meilleur parti possible soit tiré des ressources disponibles.

64. M. TREIKI (Jamahiriya arabe libyenne) déclare que l'intérêt que la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés a manifesté à l'époque de la question du non-recours à la force et le fait qu'elle se soit déclarée disposée à adopter une déclaration internationale sur le non-recours à la force dans les relations internationales laissent bien augurer de l'issue des travaux du Comité.

(M. Treiki, Jamahiriya arabe libyenne)

65. En coopérant à l'élaboration du projet de déclaration, les diverses délégations ont affirmé leur volonté de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en assurant l'application effective de la Charte et des principes qui y sont énoncés.

66. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne appelle l'attention en particulier sur le paragraphe 32 du projet de déclaration où il est stipulé que, d'une manière générale, les différends juridiques devraient être portés par les parties devant la Cour internationale de Justice. Pour sa part, la Jamahiriya arabe libyenne n'a jamais cessé de respecter ce principe et a toujours estimé que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité devaient utiliser la possibilité qui leur est offerte par la Charte de demander des avis consultatifs à la Cour.

67. Le projet de déclaration constitue en fait un strict minimum dans un monde inquiet et menacé par la course aux armements et par l'emploi d'armes de destruction massive. Le renforcement du principe du non-recours à la force constitue en effet une nécessité impérieuse pour tous les Etats et en particulier les plus petits d'entre eux qui, face aux menaces extérieures, n'ont d'autres possibilités que de recourir à l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci doit donc continuer à prendre des mesures concrètes et efficaces pour renforcer ce principe notamment en oeuvrant pour le désarmement, en freinant la course aux armements et en éliminant les arsenaux d'armes nucléaires. Il faut renforcer le rôle de l'Organisation et donner à ses décisions un caractère obligatoire. La communauté internationale doit prévenir les agressions sous toutes leurs formes : pressions exercées contre les peuples en lutte, utilisation de mercenaires, destruction d'installations, tentatives incessantes visant à déstabiliser les régimes qui ne plaisent pas aux pays colonialistes. Quant aux Etats qui se livrent à des actes d'agression, ils doivent subir un châtiment exemplaire.

68. Certains pays, qui souhaitent imposer leur hégémonie au reste du monde, ont recours aux formes d'agression les plus sournoises, envoyant leur flotte à proximité ou à l'intérieur des eaux territoriales d'autres pays, exerçant un blocus économique, payant des mercenaires ou minant les ports de petits pays. Toutes ces formes d'agression auxquelles on assiste en Afrique, en Amérique centrale et en Méditerranée doivent être condamnées.

69. La Jamahiriya arabe libyenne dont la politique est fondée sur les principes du bon voisinage, de la compréhension et de la coexistence pacifique entre tous les peuples ne peut qu'appuyer le projet de déclaration et elle demande à tous les Etats d'en faire de même et d'en respecter l'esprit et la lettre. Mais c'est seulement en renforçant le rôle de l'Organisation dans le maintien de la paix et de la sécurité qu'il sera possible d'assurer l'application effective de la déclaration.

70. M. MAKTARI (Yémen) rend hommage aux efforts que déploie le Comité spécial en vue d'assurer la réalisation de l'un des principes fondamentaux qui sont énoncés dans la Charte des Nations Unies, à savoir l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales. Hélas, ce principe est loin d'être appliqué dans le monde d'aujourd'hui où nombreux sont les peuples dont les droits sont violés, les territoires occupés et les ressources pillées.

(M. Maktari, Yémen)

71. Il est indispensable que tous les Etats respectent la Charte des Nations Unies et les principes du droit international et que les différends qui surviennent entre eux soient réglés par des moyens pacifiques tels que la négociation. La force ne doit pas être un instrument de la politique des Etats. Il faut mettre fin à tous les actes d'agression, aux campagnes de dénigrement, à la propagande belliciste, ainsi qu'aux pressions politiques et économiques sous toutes leurs formes.

72. Le principe du non-recours à la force ne peut toutefois s'appliquer aux mouvements de libération nationale reconnus par la Ligue des Etats arabes ou l'Organisation des Nations Unies, qui continuent de lutter contre les colonialistes et les racistes en vue d'accéder à une indépendance véritable.

73. De l'avis de la République du Yémen, pour renforcer effectivement le principe du non-recours à la force dans les relations internationales, il sera nécessaire au préalable d'atteindre les objectifs suivants : a) les pays devront s'engager à appliquer effectivement ce principe; b) il faudra régler, par des moyens pacifiques prévus par la Charte et par le droit international, les différends et les conflits existants; c) l'opinion publique internationale devra prendre conscience de la nécessité pour les Etats de respecter ce principe; d) tous les Etats Membres seront tenus d'appliquer les principes de la Charte et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies; e) le principe du non-recours à la force n'affectera en rien, comme l'indique la Charte, le droit des Etats à la légitime défense; f) ce principe ne devra pas non plus être interprété comme s'appliquant aux peuples et aux mouvements de libération qui luttent pour leur indépendance et leur autodétermination.

74. M. MIRMEHDI (République islamique d'Iran) dit que sans être membre du Comité spécial, son pays a suivi très attentivement les travaux de celui-ci et étudié soigneusement son rapport à la Sixième Commission (A/42/41) et se félicite qu'après 10 années d'impasse le Comité ait réussi, en dépit de l'opposition d'un groupe d'Etats, à mettre au point et à adopter par consensus le projet de déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales.

75. Vu la situation critique actuelle dans le monde, caractérisée par la recrudescence du recours illégal à la force dans la conduite des relations internationales, par le renforcement de la présence militaire des grandes puissances dans différentes régions - avec l'exacerbation des tensions, voire dans certains cas les agressions flagrantes que cela entraîne -, et par la course aux armements, l'adoption d'un instrument tel que le projet de déclaration à l'examen constitue incontestablement une nécessité pressante pour donner aux dispositions de la Charte une portée plus pratique.

76. Toutefois, il va sans dire que le succès du projet de déclaration dépendra entièrement de la volonté politique internationale et de l'engagement des Etats d'en respecter et d'en appliquer pleinement les dispositions. Or, ces dernières années, certains Etats ont impunément violé leurs obligations internationales ou régionales, notamment le principe du non-recours à la force. Les règles de conduite actuelles dans les relations internationales sont caractérisées par

(M. Mirmedhi, Rép. islamique d'Iran)

l'absence d'un mécanisme institutionnel chargé de prévenir les violations et de prendre les sanctions qui s'imposent. Les organisations internationales compétentes et leurs organes, en particulier le Conseil de sécurité qui, en vertu de la Charte est chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne se sont malheureusement pas acquittés de leurs obligations sur la base des principes de l'objectivité, de la justice et de l'impartialité.

77. On aurait fait l'économie d'un débat sur le principe du non-recours à la force, y compris de l'élaboration d'une déclaration détaillée sur la question, d'une part, si tous les Etats respectaient le principe général du non-recours à la force consacré par les instruments juridiques internationaux en vigueur ainsi que leurs engagements internationaux et régionaux et, d'autre part, s'il était prévu des mécanismes institutionnels pour sanctionner les violations de leurs obligations conventionnelles par les Etats.

78. Il est à déplorer aujourd'hui que certaines grandes puissances, au lieu de respecter le principe du non-recours à la force, règlent leur comportement sur l'adage "la force fait le droit", tout en feignant d'appuyer la Charte des Nations Unies, comme en témoigne la situation actuelle au Moyen-Orient, dans le golfe Persique, en Afrique et en Amérique centrale. C'est pourquoi le projet de déclaration vient à point nommé et constitue une mesure positive importante sur la voie du renforcement des principes énoncés dans la Charte ainsi que du rôle de l'Organisation des Nations Unies.

79. La délégation iranienne juge positif que le paragraphe 1 de la première partie dispose que l'emploi illégal de la force par un Etat engage sa responsabilité internationale, que le projet souligne qu'aucune considération, de quelque nature que ce soit, ne peut être invoquée pour justifier le recours à la menace ou à l'emploi de la force en violation de la Charte des Nations Unies, et qu'il réaffirme le droit naturel de légitime défense individuelle ou collective en cas d'agression armée. Elle se félicite également que les Etats soient invités à encourager le Secrétaire général à exercer pleinement ses fonctions en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Etant donné ces éléments positifs, elle souscrit en principe au projet de déclaration dans son ensemble.

80. En conclusion, la délégation iranienne réitère sa position sur des questions touchant directement au principe du non-recours à la force : a) conformément à la Définition de l'agression (résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale) et à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale), l'agression constitue la forme la plus grave et la plus dangereuse d'emploi illégal de la force; b) la guerre d'agression constitue la plus grave violation du droit international; c) le recours par un Etat à la guerre d'agression est un crime contre l'humanité qui engage sa responsabilité internationale; d) la prise de mesures punitives collectives en application des dispositions de la Charte des Nations Unies contre les coupables d'actes d'agression contribuera à renforcer le droit international et à le faire respecter.

(M. Mirmedhi, Rép. islamique d'Iran)

81. La délégation iranienne souhaite que l'Organisation des Nations Unies et ses principaux organes s'acquittent des responsabilités et obligations que leur imposent les principes susmentionnés, qui ont été élaborés et codifiés sous leurs auspices.

82. M. AL-A'ZAR (République arabe syrienne) estime que le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales est une des questions les plus urgentes du moment, car les tensions internationales ont atteint une telle gravité que l'on peut craindre l'éclatement d'une guerre nucléaire, et l'on assiste à une escalade des conflits armés dans diverses régions du monde. La République arabe syrienne accorde une grande importance à la question qui fait l'objet du débat, car elle a souffert pendant de nombreuses années, et continue à souffrir, des conséquences de la violation du principe du non-recours à la force : une partie de son territoire est occupée par la force, comme d'autres territoires arabes.

83. Les Etats qui fondent leur politique sur la force sont ceux-là mêmes qui s'opposent à l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte et soutiennent qu'il serait inutile de réviser la Charte des Nations Unies qu'ils ont vidée de tout contenu du point de vue pratique. Cela a obligé le Comité spécial à chercher une formule de remplacement pour établir la suprématie de ce principe dans les relations internationales. Après des années d'efforts, les travaux du Comité spécial sont enfin couronnés de succès, et l'élaboration du projet de déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales est une étape importante dans le développement du droit international.

84. La délégation syrienne note avec satisfaction que le projet de déclaration prévoit que les Etats qui ont recours à la force de manière incompatible avec les buts des Nations Unies engagent leur responsabilité internationale, réaffirme la non-reconnaissance de l'acquisition ou de l'occupation de territoires par le biais du recours à la menace ou à l'emploi de la force, impose aux Etats de s'abstenir de toute propagande en faveur des guerres d'agression et aussi d'user de contrainte d'ordre militaire, politique ou économique dirigée contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale d'autres Etats. Le projet de déclaration met l'accent sur le renforcement du rôle du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Secrétaire général des Nations Unies dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que sur la nécessité du désarmement classique et nucléaire et de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, toutes mesures propres à accroître la confiance dans les relations internationales. Une autre cause de satisfaction est le fait que le projet de déclaration établit clairement le droit des peuples soumis à des régimes coloniaux ou racistes ou à d'autres formes de domination étrangère de lutter et de recevoir un appui afin d'exercer leur droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance.

85. Le paragraphe 17 du projet dispose que les Etats parties à des différends internationaux doivent régler leurs différends exclusivement par des moyens pacifiques tels que la négociation, l'enquête ou la médiation. Pourtant, lorsque des régimes racistes sortis de la légalité internationale oppriment les peuples

(M. Al-Attar, Rép. arabe syrienne)

soumis à leur domination, la communauté internationale se doit de prendre des mesures collectives pour amener ces régimes à respecter les principes de la justice et du droit et à se conformer à la volonté internationale.

86. Le projet de déclaration traite également du terrorisme, qui en est venu à menacer les relations internationales et à mettre en danger des vies innocentes, et impose à la communauté internationale de prendre des mesures décisives pour le combattre et en éliminer les causes. Une lacune du projet est cependant qu'il n'établit pas de distinction entre le terrorisme qu'il faut combattre et la lutte légitime des peuples pour la liberté et l'indépendance.

87. Pour terminer, le représentant de la République arabe syrienne souligne qu'il ne suffit pas d'appuyer le principe du non-recours à la force dans les relations internationales, mais que tous les Etats doivent avoir la volonté de l'appliquer efficacement. Il exprime l'espoir que le jour viendra où le droit prévaudra sur la loi de la jungle dans les relations internationales.

88. M. VELASCO (Pérou) fait observer que l'élaboration d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales, qui était l'intention initiale, se serait justifiée pleinement, car ce type d'instrument aurait été un moyen parfait d'assurer l'application du principe en question.

89. La délégation péruvienne nourrit quelque réserve au sujet du titre du projet de déclaration dans la mesure où l'expression "renforcement de l'efficacité" pourrait donner à penser que la norme impérative du droit international général qu'est devenue l'interdiction du recours à la force aurait pu n'avoir qu'une efficacité relative, ce qui est contraire à la réalité juridique.

90. Le principe du non-recours à la force dans les relations internationales est lié étroitement à celui de la non-ingérence et du non-recours aux pressions politiques, économiques ou autres contre la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats.

91. Si la non-ingérence et le non-recours à la force et à la contrainte constituent un des piliers de la coexistence pacifique, le respect de l'ordre juridique international, en particulier le respect et l'exécution de bonne foi des obligations internationales, constitue l'autre pilier.

92. Le respect scrupuleux du principe pacta sunt servanda, qui a été consacré par la Charte des Nations Unies et la Convention de Vienne sur le droit des traités, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats et d'autres instruments internationaux, dont l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et qui a été réitéré par la Conférence au sommet des chefs d'Etat des pays non alignés à Harare, constitue également une condition sine qua non du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

(M. Velasco, Pérou)

93. Etant donné la nécessité pressante de garantir la pleine application du principe du non-recours à la force, à la menace ou à la contrainte, M. Velasco déplore que le texte du projet de déclaration présente des lacunes et insuffisances. Il est regrettable qu'au lieu de laisser le processus de négociation suivre son cours normal pour aboutir à un accord réel entre les délégations, le Comité spécial soit resté prisonnier du délai qui lui était imparti par la résolution 41/76 de l'Assemblée générale. La solution de compromis à laquelle on a abouti a certes permis de sortir de l'impasse, mais on est en droit de se demander si le projet de déclaration aura des effets pratiques sur la conduite des Etats. Le Pérou ne s'opposera pas au consensus sur le projet de déclaration, sous la réserve expresse qu'aucune disposition de celui-ci ne saurait s'interpréter comme restreignant les règles juridiques relatives à la question du principe du non-recours à la force prévues par la Charte des Nations Unies, la Convention de Vienne sur le droit des traités et la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

94. M. GUTIERREZ (Nicaragua) dit que le projet de déclaration consacre les principes fondamentaux de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et les principes énoncés dans la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, à savoir l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, et mentionne des éléments importants tels que le désarmement, les droits économiques, les droits de l'homme et la responsabilité internationale. Il fait observer que tous ces principes sont liés les uns aux autres de sorte que la violation de l'un d'eux entraîne la violation de tous les autres.

95. La délégation nicaraguayenne est satisfaite du libellé du paragraphe 3 de la première partie du projet de déclaration qui stipule qu'aucune considération, de quelque nature que ce soit, ne peut être invoquée pour justifier le recours à la menace ou à l'emploi de la force en violation de la Charte des Nations Unies. Elle est également satisfaite du paragraphe 14 du préambule et des paragraphes 6, 8 et 24 du dispositif.

96. Le projet de déclaration aurait cependant pu être amélioré quant au fond et à la forme, notamment en ce qui concerne la responsabilité internationale, et si l'on avait repris les principes déjà consacrés par les instruments actuels, on aurait au moins progressé dans le domaine de son interprétation progressive. Malgré la grande valeur du projet, le Nicaragua déplore qu'il ne prévoie pas de mesures pratiques qui permettent de donner effet au principe du non-recours à la force et de régler la conduite des Etats en la matière. Il suffit de signaler à titre d'exemple l'inexécution de l'arrêt historique de la Cour internationale de Justice, en date du 27 juin 1986, sur les activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci. Cet arrêt qui concerne le non-recours à la force, le règlement pacifique des différends, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et le respect des traités revêt une importance primordiale pour la paix et la sécurité internationales dans la mesure où le recours à la politique de la force condamnerait le système des Nations Unies et l'ordre juridique international

(M. Gutierrez, Nicaragua)

actuel et ramènerait le droit à l'expression de la plus grande force. L'inexécution de cet arrêt souligne l'existence d'un vide dangereux dans le système de sécurité collective prévu par la Charte. Le principe posé à la fin du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte doit cesser d'être lettre morte pour que l'ordre juridique international de même que les décisions de la Cour internationale de Justice retrouvent leur vigueur.

97. La délégation nicaraguayenne est convaincue que la paix passe uniquement par des négociations justes menées dans le respect des parties. C'est pourquoi le Nicaragua oeuvre résolument à l'application des accords signés par les présidents des pays d'Amérique centrale le 7 août 1987 à Guatemala. Ces accords constituent une étape décisive dans la recherche d'une solution pacifique aux problèmes de la région. Après avoir étudié le projet de déclaration, la délégation nicaraguayenne est convaincue que l'oeuvre réalisée mérite d'être appuyée, en dépit du fait que l'esprit de compromis a paru prendre le pas sur la nécessité de trouver des solutions ingénieuses aux problèmes d'un monde de plus en plus à la merci des puissants.

98. M. ECONOMIDES (Grèce), exerçant son droit de réponse, dit que son pays n'a jamais voulu étendre sa souveraineté sur l'île de Chypre. Par contre la Turquie a commis une agression flagrante contre la République de Chypre et occupe illégalement plus du tiers du territoire chypriote. Elle a violé ouvertement le droit international, la Charte des Nations Unies, et notamment le principe du non-recours à la force, qui est pourtant une norme du jus cogens, ce qui constitue un affront à la société internationale dans son ensemble. Ces violations ont été commises dans un but exclusivement expansionniste et impérialiste. C'est là la réalité historique qui est reflétée dans bon nombre de résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies dont la Turquie fait fi.

99. M. GUNEY (Turquie), exerçant son droit de réponse, dit que la délégation grecque, qui ne manquait jamais de soulever la question de Chypre à l'occasion de l'examen du rapport du Comité spécial, doit, contrairement à ses affirmations, déplorer que le Comité ait achevé ses travaux. Il lui faudra trouver un autre biais pour attaquer la Turquie devant la Sixième Commission.

100. La Turquie a toujours soutenu qu'un débat sur le problème de Chypre devant des instances inappropriées irait à l'encontre du but recherché. Il faut savoir se pencher sur la réalité des faits et l'accepter. En attaquant la Turquie, le représentant de la Grèce a omis de parler des propositions faites par le Secrétaire général dans le cadre de sa mission de bons offices et s'est bien entendu gardé de dire que l'intervention de la Turquie, il y a 13 ans, faisait suite à l'invasion de Chypre par la Grèce. Dans ces conditions, la Turquie était contrainte à intervenir en vertu du Traité de garantie dont la Grèce est également signataire.

101. M. ECONOMIDES (Grèce), réplique qu sa délégation refuse d'accepter des faits imposés par la violence, en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies.

(M. Economides, Grèce)

102. Il n'y a jamais eu d'attaque, en 1974, de la part de la Grèce contre la minorité turque à Chypre. De plus, la Turquie a lancé la seconde opération militaire à Chypre, connue sous le nom d'Attila II, alors que la légalité avait été rétablie aussi bien à Chypre qu'en Grèce. M. Economides serait curieux de savoir comment la Turquie justifie cette nouvelle agression, la poursuite jusqu'à nos jours de l'occupation militaire d'une grande partie du territoire chypriote et la création d'un pseudo-Etat turco-chypriote qu'elle est seule à reconnaître.

103. Quant au Traité de garantie, il ne donne en aucune façon le droit à la Turquie d'intervenir militairement à Chypre. D'ailleurs, aucune disposition conventionnelle ne pourrait avoir le pas sur une norme du jus cogens telle que le principe du non-recours à la force. C'est la Turquie elle-même qui a violé ce traité dont l'article 2 interdit la partition de l'île.

104. M. DROUSHIOTIS (Chypre), exerçant son droit de réponse, dit que la Turquie a fait d'un tiers des habitants de Chypre des réfugiés dans leur propre pays, a perpétré de graves violations des droits de l'homme contre la population chypriote, a mis en place une entité sécessionniste illégale, a implanté des colons dans la zone occupée et s'efforce de détruire le patrimoine national et culturel de Chypre, en violation du droit international et de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale [en particulier la résolution 3212 (XXIX)] et du Conseil de sécurité, à savoir les résolutions 365 (1974), 541 (1983) et 550 (1984). Seule l'application de ces résolutions apporterait une solution juste et durable au problème de Chypre : retrait des troupes d'occupation et des colons, octroi de garanties internationales et respect des droits de l'homme fondamentaux de tous les Chypriotes, en particulier la liberté de mouvement et d'installation et le droit de posséder des biens.

105. En cherchant à justifier l'invasion de Chypre par son pays, le représentant de la Turquie tourne en dérision la Charte, en particulier le paragraphe 4 de l'Article 2 et l'Article 103, ainsi que les articles de la Convention de Vienne sur le droit des traités relatifs aux dispositions conventionnelles entrant en conflit avec une norme impérative du droit international général. En tout état de cause, le Traité de garantie n'a jamais conféré aucun droit d'intervention militaire par une puissance garante à Chypre.

106. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, dit qu'à la séance précédente, le représentant du Panama a feint de confondre les violations du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte et des mesures pacifiques prises par le Gouvernement des Etats-Unis pour réagir contre des événements inquiétants. C'est une stratégie classique des gouvernements qui se sentent acculés chez eux d'inventer une menace étrangère pour détourner l'attention de leur peuple; en répétant, en des termes encore plus inacceptables, les mensonges proférés par son ministre des relations extérieures lors du débat général, le représentant du Panama n'a réussi à abuser personne.

(M. Rosenstock, Etats-Unis)

107. Les Etats-Unis appuient les efforts déployés par le peuple panaméen pour résoudre la crise politique de leur pays et revenir à la démocratie et au respect des droits de l'homme, et c'est là le message qu'ils ont adressé au Gouvernement panaméen en gelant, depuis juillet 1987, l'assistance économique et militaire à ce gouvernement. Les Etats-Unis ont toujours respecté leurs obligations en vertu du Traité du canal de Panama de 1937 et continueront de le faire.

108. Malgré l'existence du point 30 de l'ordre du jour, un autre orateur a cru bon de faire une référence dans le cadre du point à l'examen à un récent arrêt de la Cour internationale de Justice; le fait qu'un organe judiciaire a outrepassé sa juridiction ne lui confère aucune juridiction.

109. A ceux qui se sont référés au vote au Conseil de sécurité, M. Rosenstock réplique qu'ils feraient bien de relire plus attentivement l'Article 27 de la Charte.

110. Enfin, pour ce qui est des références à l'Accord du 7 août 1987 concernant l'Amérique centrale et aux promesses de l'honorer, il faut espérer que le respect de cet accord remplacera les révolutions sans frontières. Si les engagements déjà pris antérieurement avaient été honorés, il n'y aurait pas eu de problèmes et si l'esprit et la lettre dudit accord sont scrupuleusement respectés, il n'est pas impossible que l'aide accordée par les Etats-Unis juste après le renversement de Somoza ne se matérialise à nouveau.

111. N. GUNEY (Turquie), exerçant son deuxième droit de réponse, rappelle au représentant de la Grèce et au représentant de la communauté chypriote grecque que l'archevêque Makarios avait déclaré devant le Conseil de sécurité, après le coup qui a mis en cause l'existence même de la communauté chypriote turque à Chypre, qu'on se trouvait en présence d'une invasion et d'une occupation en bonne et due forme de Chypre par la Grèce qui visait à annexer l'île à la Grèce. La politique est l'art du logique et du possible, ce qui n'est pas le cas de la politique de la Grèce en ce qui concerne le problème de Chypre.

112. M. KAM (Panama), exerçant son droit de réponse, déplore que le représentant des Etats-Unis se soit engagé dans la voie de la calomnie et de la désinformation que de nombreux membres de son gouvernement n'ont d'ailleurs que trop tendance à emprunter.

113. Le Gouvernement panaméen se préoccupe au premier chef de perfectionner ses institutions démocratiques, d'assurer la jouissance des droits de l'homme et d'améliorer la justice dans le pays; c'est là une tâche qui incombe exclusivement aux Panaméens et les Etats-Unis n'ont pas à leur donner de recettes en matière de démocratie ni de leçons sur la façon de régler leurs propres affaires intérieures.

114. Quant aux accusations de mensonges lancées par le représentant des Etats-Unis contre la délégation panaméenne et le Ministre des relations extérieures du Panama, M. Kam cite une série d'incidents (pénétration, sans consultations préalables, de navires de guerre nord-américains dans les eaux panaméennes; survol, sans autorisation, d'installations militaires panaméennes par des hélicoptères des

(M. Kam, Panama)

Etats-Unis... etc.) et d'arrestations de membres des forces armées des Etats-Unis pris en flagrant délit de provocation ou de participation à des émeutes organisées par un groupe d'opposition au Gouvernement - incidents et arrestations intervenus entre juin et août 1987. Tous ces incidents et toutes ces provocations - dont la moindre n'est pas la participation de l'Ambassadeur des Etats-Unis à Panama lui-même et de sa fille à des manifestations politiques ou religieuses organisées par un mouvement qui cherche à renverser le Gouvernement panaméen - sont la preuve de l'intervention directe des Etats-Unis dans les affaires du Panama.

115. Quant à la résolution, adoptée par le Sénat des Etats-Unis, fixant un délai au Gouvernement panaméen pour prendre des mesures au sujet de questions qui ne relèvent que de ce gouvernement, M. Kam souligne que le Panama n'est pas une colonie des Etats-Unis et n'entend nullement devenir une étoile de plus sur la bannière de ce pays.

116. M. DROUSHIOTIS (Chypre), exerçant son deuxième droit de réponse, réplique au représentant de la Turquie que la déclaration faite par l'archevêque Makarios devant le Conseil de sécurité en 1974 doit être replacée dans son contexte. Il se permet en outre de lui rappeler la résolution 541 (1983) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil a condamné la déclaration unilatérale d'indépendance par la partie turque et a reconnu le Gouvernement de la République de Chypre comme étant le seul gouvernement légitime de Chypre.

117. M. ICAZA GALLARD (Nicaragua), exerçant son droit de réponse, dit que si sa délégation a évoqué l'arrêt historique de la Cour internationale de Justice du 27 juin 1986, c'est parce qu'il représente une sorte de bible en ce qui concerne le principe du non-recours à la force et parce que le Comité spécial en a dûment tenu compte lors de l'élaboration du projet de déclaration.

118. Malheureusement, malgré cet arrêt et malgré les efforts déployés par les pays d'Amérique centrale, avec l'aide du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui, pour trouver une solution pacifique à la crise d'Amérique centrale, les Etats-Unis poursuivent leur politique illégale et inacceptable. Ils la poursuivent même après les accords de Guatemala qui disposent de façon très claire que la cessation de l'aide apportée aux forces irrégulières par un gouvernement étranger est absolument indispensable. A cet égard, M. Icaza Gallard rappelle que le paragraphe 3 du projet de déclaration, à l'élaboration duquel la délégation des Etats-Unis a participé, dispose qu'aucune considération, de quelque nature que ce soit, ne peut être invoquée pour justifier le recours à la menace ou à l'emploi de la force. Le Nicaragua espère que les Etats-Unis renonceront une fois pour toutes à imposer aux peuples leurs critères en ce qui concerne la démocratie, la société et l'économie.

La séance est levée à 18 h 45.